

ELECTIONS LEGISLATIVES

SCRUTIN DE BALLOTAGE DU 30 NOVEMBRE 1958

CIRCONSCRIPTION DE MONTAUBAN

Citoyennes, Citoyens,

Dimanche dernier, en dépit d'une campagne forcée de nos adversaires, vous nous avez placé en tête des candidats républicains.

Vous nous permettrez d'abord de vous en remercier et de vous dire notre fierté de la confiance que vous nous avez témoignée, que vous avez témoignée à vos élus républicains à l'heure où les institutions de la République sont si gravement menacées.

Aujourd'hui, nous échoit le redoutable honneur d'être les porte-paroles du Rassemblement de tous les Républicains, de tous les Démocrates, face à une droite plus arrogante, plus menaçante que jamais.

Faut-il vous rappeler longuement notre programme ? Nous ne le croyons pas.

Nous l'avons déjà partout, dans toutes les communes, largement exposé.

Le temps nous manque pour entreprendre une nouvelle campagne, mais vous savez que nous avons toujours préconisé :

■ **UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE PAIX EN ALGÉRIE** par des négociations avec les représentants qualifiés de la population, sans aucune exclusive, sur les bases du système fédéral institué par le Titre XII de la Constitution.

■ **UNE VÉRITABLE RÉFORME FISCALE**, une révolution fiscale par l'adoption de l'impôt à la base, corrigé par une taxe progressive sur les grosses côtes.

■ **LA FUSION DE TOUS LES RÉGIMES DE SÉCURITÉ SOCIALE**, l'égalité des prestations pour tous les régimes, le financement par le Trésor et la suppression des cotisations.

■ **L'INDEXATION DE LA RETRAITE DES VIEUX.**

■ **L'AMÉLIORATION DES LOIS SOCIALES** et une politique de plein emploi plus nécessaire que jamais, alors que se précisent les menaces de récession.

■ **UNE LARGE POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS** pour permettre à notre agriculture du Sud-Ouest de lutter contre la concurrence de la grosse agriculture industrialisée et d'affronter les risques désormais inévitables du Marché Commun.

■ **LA GARANTIE DES PRIX AGRICOLES** par l'organisation des marchés et par l'indexation.

La sécurité par une Caisse Nationale de Calamités Agricoles.

Car, seule, une agriculture prospère peut assurer aussi la prospérité de notre économie départementale, régionale, de tous ceux, sans exception, qui travaillent et vivent dans notre département.

Il faut résoudre le problème du logement et aussi celui de l'habitat rural.

Il faut enfin réaliser la réforme de l'Enseignement pour assurer à nos jeunes l'égalité des chances dans la vie. Il faut aussi construire des classes nouvelles, former des maîtres, organiser l'enseignement technique et l'enseignement agricole.

Ce sont là, vous le savez, les mesures que nous avons, sans cesse, proposées et défendues.

Nous n'avons jamais changé d'opinion ni de parti.

Nous sommes toujours ce que nous avons été dans le passé.

Mais la question qui se pose aujourd'hui est à la fois plus simple et plus grave.

Il s'agit d'abord de savoir si la République vivra, si vous conserverez vos libertés.

Vous savez que la loi électorale algérienne assure obligatoirement l'élection de « 71 ultras ».

Vous connaissez les intentions de ces « ultras », vous avez pendant des mois entendu leurs appels, subi leurs menaces.

Ils n'ont pas caché leur satisfaction du résultat

du premier tour qui semble présager l'élection, en France d'une majorité dominée par eux.

S'il en était ainsi, si le deuxième tour confirmait ou accentuait le premier, si un sursaut républicain ne se produisait pas, il en serait fait de la République, il en serait fait de la Démocratie, il en serait fait de vos Libertés.

Nous savons que vous ne le permettrez pas.

C'est au nom de la Défense de la Liberté, de toutes nos Libertés, que nous appelons tous les Républicains à s'unir avec nous.

Pour la France Pacifique !

Pour la République Démocratique !

Pour les Libertés !

Adrien LAPLACE

Agriculteur-Exploitant

Sénateur du Tarn-et-Garonne

Croix de Guerre - Légion d'Honneur

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Jean FLEURY

Président du Conseil Général de Tarn-et-Garonne

Mutilé - Croix de Guerre

Officier de la Légion d'Honneur

**Candidats de Défense de la République
et des Libertés démocratiques**